

COMMUNE DE RUBROUCK	PERMIS DE CONSTRUIRE  Délivré par le Maire au nom de la Commune	
DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		DOSSIER
Déposé le : 09/08/2019 complété le 08/10/2019		N° PC 059 516 19 A 0007    Surface créée : 3339,96m <sup>2</sup>
Par : M. DEMOL Jean Louis		
Demeurant à : 1251 Route d'Ochtezeele – 59285 Rubrouck		
Pour : Construction d'un poulailler		
Sur un terrain sis : Parcelles cadastrées ZI 69 et ZI 70 Route d'Ochtezeele 59285 Rubrouck		Destination : Exploitation agricole

## LE MAIRE

Vu la demande de permis de construire susvisée,  
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L 421 et suivants et R 421-23,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 16/07/2013,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal prescrit le 30/09/2014,  
Vu les délibérations du 05/11/2018 et 04/03/2019 arrêtant le projet du PLUI-H,  
Vu le décret n° 2016-6 du 05 janvier 2016 qui modifie la durée de validité du permis de construire passant de deux à trois ans,  
Vu l'avis de dépôt affiché en mairie le ...09/08/2019.

Vu l'avis d'Air Liquide en date du 12/09/2019,  
Vu l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Nord en date du 27/09/2019,  
Vu l'avis du Service Archéologie de la Direction Régionale des Affaires Culturelles reçu en date du 14/10/2019,  
Vu l'avis d'Enedis en date du 17/10/2019,  
Vu l'avis des différents services de Noreade en date du 21/10/2019,  
Vu les pièces complémentaires demandées par l'USAN reçues en date du 08/10/2019,  
Vu l'avis de l'USAN reçu par mail en date du 04/12/2019,  
Vu l'avis réputé favorable du Service Agriculture Durable et Economie de l'Exploitation Agricole de la DDTM,

Considérant que les plans n'indiquent pas de cote de seuil par rapport au niveau de l'axe de la chaussée au droit de la construction,  
Considérant que l'article A 11 du PLU indique que : « la cote de seuil sera comprise entre + 0,20 et + 0,60 mètre par rapport au niveau de l'axe de la chaussée au droit de la construction ».

## ARRETE

### ARTICLE 1

**LE PERMIS DE CONSTRUIRE** dont les références sont reprises dans le cadre ci-dessus **EST ACCORDE** pour la construction d'un poulailler sur les parcelles cadastrées ZI 69 et ZI 70 située Route d'Ochtezeele à Rubrouck (59285).

### ARTICLE 2

La cote de seuil du bâtiment devra respecter l'article A 11 du PLU à savoir, avoir une cote de seuil comprise entre + 0,20 et + 0,60 mètre par rapport au niveau de l'axe de la chaussée au droit de la construction.

### ARTICLE 3

Les prescriptions (ci-jointes) du Service Départemental d'Incendie et de Secours devront être scrupuleusement respectées notamment : « Lever les observations émises lors de la reconnaissance Opérationnelle Initiale du Point d'Eau Incendie, et notamment par la pose d'un panneau de signalisation conforme aux dispositions reprises dans le RDDECI ».

FAIT A RUBROUCK LE 05/12/2019.  
LE MAIRE

Affiché en Mairie le :

  
Luc EVERAERE

**Observation :**

- La présente décision ne vaut pas autorisation au titre du code civil et droit privé.
  - L'ensemble du territoire intercommunal peut être affecté par des phénomènes de retrait gonflement des argiles.
  - Le projet de construction est soumis à la taxe d'aménagement ; le montant sera communiqué ultérieurement ;
- En application de la loi de finance 2013 n°2012-1509 publiée au journal officiel du 30/12/2012, le projet est soumis à la redevance d'archéologie préventive.
- Le pétitionnaire devra respecter le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie conformément à l'Arrêté Préfectoral du 27/04/2017,
  - Pour la mise en œuvre des prescriptions du SDIS, le déclarant pourra se rapprocher du service Prévision territorialisé n°1 site CREANOR route de Bergues 59210 Coudekerque Branche.
  - Les prescriptions des différents services consultés devront être respectées.
  - La présente décision ne vaut pas autorisation d'exploiter l'activité envisagée au titre de la législation sur les installations classées.

LE PRESENT ARRETE EST TRANSMIS AU REPRESENTANT DE L'ETAT DANS LES CONDITIONS PREVUES A L'ARTICLE L 2131-2 DU C.G.C.T. ET A LA DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT POUR L'ETABLISSEMENT DE STATISTIQUES.

ELLE EST EXECUTOIRE À COMPTER DE SA TRANSMISSION.

**INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT**

**DROIT DES TIERS :** LE PRESENT ARRETE EST NOTIFIE SANS PREJUDICE DU DROIT DES TIERS (NOTAMMENT OBLIGATIONS CONTRACTUELLES, SERVITUDES DE DROIT PRIVE TELLES QUE LES SERVITUDES DE VUE, D'ENSOLEILLEMENT, DE MITOYENNETE OU DE PASSAGE ; REGLES FIGURANT AU CAHIER DES CHARGES DU LOTISSEMENT...) QU'IL APPARTIENT AU DESTINATAIRE DE L'AUTORISATION DE RESPECTER

**DUREE DE VALIDITE :** LE PERMIS EST PERIME SI LES CONSTRUCTIONS NE SONT PAS ENTREPRISES DANS LE DELAI DE TROIS ANS A COMPTER DE SA NOTIFICATION OU SI LES TRAVAUX SONT INTERROMPUS PENDANT UN DELAI SUPERIEUR A UNE ANNEE. SA PROROGATION POUR UNE ANNEE PEUT ETRE DEMANDEE DEUX MOIS AU MOINS AVANT L'EXPIRATION DU DELAI DE VALIDITE

**AFFICHAGE :** MENTION DU PERMIS DOIT ETRE AFFICHEE SUR LE TERRAIN PAR LE BENEFICIAIRE DES SA NOTIFICATION ET PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER. IL EST EGALEMENT AFFICHE EN MAIRIE PENDANT DEUX MOIS.

**DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** LE BENEFICIAIRE D'UNE DECISION QUI DESIRE LA CONTESTER PEUT SAISIR LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF COMPETENT D'UN RECOURS CONTENTIEUX DANS LES DEUX MOIS A PARTIR DE LA NOTIFICATION DE LA DECISION CONSIDEREE. IL PEUT EGALEMENT SAISIR D'UN RECOURS GRACIEUX L'AUTEUR DE LA DECISION. CETTE DEMARCHE PROLONGE LE DELAI DE RECOURS CONTENTIEUX QUI DOIT ALORS ETRE INTRODUIT DANS LES DEUX MOIS SUIVANT LA REPONSE (L'ABSENCE DE REPONSE AU TERME DE DEUX MOIS VAUT REJET IMPLICITE).

**ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** ELLE DOIT ETRE SOUSCRITE PAR LE MAITRE D'OUVRAGE DE TRAVAUX DE BATIMENT AVANT L'OUVERTURE DE CHANTIER, DANS LES CONDITIONS PREVUES PAR LES ARTICLES L 242-1 ET SUIVANTS DU CODE DES ASSURANCES.